

## OUYAHIA REQUALIFIE SA COPIE :

## «Il s'agit effectivement d'un bilan»

*Le Premier ministre Ahmed Ouyahia n'est finalement pas resté insensible aux volées de critiques de ce qu'il a présenté comme «plan d'action» a recueilli la semaine dernière, lors de sa soumission à l'examen des députés. Hier, au Sénat, il a dû consentir à reconnaître qu'effectivement, sa copie décline plus un bilan qu'elle n'esquisse des perspectives.*

**Sofiane Aït Iffis - Alger (Le Soir)** - Ce n'est certainement pas de crainte que les «sages» lui refusent leur bénédiction que le Premier ministre a revu les prétentions qu'il affichait une semaine auparavant à l'Assemblée populaire nationale. Dans leur majorité, les sénateurs, comme les députés en début de week-end, lui délivreront un quitus. Même si, contrairement à leurs homologues de la Chambre basse, les sénateurs n'auront pas à s'exprimer à travers un vote. Ils auront, s'ils le désirent, à s'illustrer dans une motion de soutien à l'action gouvernementale. Donc, côté appui, le Premier

ministre n'a aucun souci à se faire. Si Ahmed Ouyahia a décidé de lever la tromperie sur la marchandise qu'il a vendue aux députés, c'est uniquement parce que les arguments lui ont terriblement manqué. Le tout est dans cet aveu lâché depuis la tribune du Sénat : «Effectivement, il s'agit d'un bilan. On ne peut pas réaliser des projets en trois mois.» C'est amplement plus raisonnable et ça a le mérite d'être clair.

Clair que le gouvernement ne se lancera pas, d'ici l'élection présidentielle, dans des innovations programmatiques. Il fera dans le parachèvement des



Photo: Samir Sid

## Djoudi pragmatique

Le ministre des Finances ne torture pas ce qu'il y a de cartésien en lui. Selon lui, il n'est pas à écarter que si le prix du baril de pétrole poursuit durablement sa dégringolade, le tarif de référence pour la loi de finances 2010 sera revu à la baisse. Aujourd'hui, notons-le, la loi de finances est établie sur la base d'un tarif de référence de 37 dollars contre 19 dollars les années passées.

Le ministre, par ailleurs, a fait savoir qu'un déficit moyen de l'ordre de 1200 milliards de dollars est affecté annuellement au fonds de régulation qui thésaurise actuellement 4 200 milliards de dinars. Au rythme du déficit, il servira donc au plus trois ans.

## Medelci évoque rapidement Hasseni

Le ministre des Affaires étrangères s'est exprimé hier sur l'affaire du diplomate Hasseni : «Hasseni n'a rien à voir avec l'affaire mise en examen. Nous ne comprenons pas pourquoi la justice française tarde à rendre sa décision de non-lieu.»

S. A. I.

chantiers engagés et des réalisations pendantes. Pas l'ensemble des chantiers, cependant. Il est des projets, en effet, qui ne se concrétiseront qu'après avril 2009.

Ainsi en est-il de la nouvelle organisation administrative. Celle-ci connaîtra un différé pour l'après élection présidentielle. Pour le Premier ministre, le projet a besoin d'être mûré davantage, le souci étant d'éviter de retomber dans les travers du découpage de 1984. «Cette opération est l'objet d'un grand soin pour mobiliser les ressources

financières qu'elle exige mais aussi et surtout les effectifs d'encadrement qu'elle requiert afin de garantir le succès effectif», a expliqué Ouyahia.

Les révisions du code communal, du code de wilaya et du texte relatif à la fiscalité locale et les lois relatives au contrôle de l'exécutif du budget public interviendront également après avril 2009.

Concernant la préoccupation de l'heure, à savoir la crise financière et ses répercussions, le Premier ministre est resté sur son optimisme. «Je confirme que

notre pays pourra poursuivre ses efforts de développement, sans recourir à l'endettement extérieur.

A titre d'exemple et même avec un baril de pétrole à 30 dollars seulement durant cinq ans consécutifs, les 138 milliards de dollars dont disposait l'Algérie à la fin du mois de novembre dernier lui permettront de faire face à tous ses engagements extérieurs, et même de conserver plus de 50 milliards de réserves de change à la fin de l'année 2014.»

S. A. I.

## LE PHÉNOMÈNE DE LA CONTREFAÇON PREND DE L'AMPLEUR EN ALGÉRIE

## Quatre millions de produits contrefaits saisis par les douanes

**Les Douanes algériennes ont saisi plus de quatre millions de produits contrefaits durant les trois dernières années, a indiqué le DG des Douanes algériennes, M. Bouderbala qui intervenait hier lors de l'émission de la Radio nationale Chaîne III «L'invité de la rédaction». Ce responsable a déclaré que «la douane a engagé une guerre inlassable contre le phénomène de la contrefaçon».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** -

Par ailleurs, M. Bouderbala a affirmé «qu'environ 1 600 containers abandonnés par leurs propriétaires au niveau du port d'Alger ont été saisis par les services douaniers pour être transférés vers des entrepôts sous douane».

Une fois cette opération de transfert finalisée, il sera procédé à la destruction de tous les produits périssables, alors que les autres produits seront vendus aux enchères pour le compte du Trésor public, a souligné le directeur général de la douane selon lequel parmi la marchandise saisie «figurent 500 véhicules environ».

«L'invasion des produits contrefaits sur le marché national atteste, en effet, de la gravité de ce phénomène qui risque, selon des spécialistes, de frapper de plein fouet l'économie nationale, du moins ce qui reste de la production locale», a ajouté le DG. A ce propos, il est important de rappeler qu'en 2006, les services des Douanes algériennes ont saisi 815 000 articles contrefaits.

L'ampleur du phénomène est palpable dans le secteur alimentaire. Précisons qu'en 2006, près de la moitié de la marchandise contrefaite saisie était des produits alimentaires susceptibles, de par leur nature, de porter atteinte à la santé publique.

Pour leur part, les services du ministère du Commerce ont affirmé que l'Algérie est devenue un paradis de la contrefaçon, puisque près de 40% de la production locale est contrefaite contre 41% de la production importée.

A en croire un responsable des douanes algériennes, l'ampleur de la contrefaçon serait encore plus catastrophique, en ce sens que les produits contrefaits n'ont pu être interceptés

qu'après dépôt de plaintes de la part de détenteurs de marques d'origine. Ceux dont la marque n'est pas représentée en Algérie ou n'est pas couverte par un brevet ne peuvent déposer plainte et laissent ainsi libre cours aux contrefacteurs d'introduire sur le marché algérien toutes sortes de produits dangereux pour les consommateurs.

Ces faux produits concurrenceraient le marché légal «à hauteur de 35% pour les cosmétiques, parfums et articles d'hygiène, 30% pour les vêtements et chaussures, 12% pour les appareils électriques et électroniques et 50% pour les pièces de rechange automobiles», a ajouté notre source.

Pour le directeur de l'Office national des droits d'auteurs (Onda), M. Abdelhakim Taoussar, ce phénomène, qui prend des proportions «énormes», voire «grave» en Algérie, s'observe souvent dans le secteur des œuvres intellectuelles (littérature, musique, arts...) et prend diverses formes allant de la piraterie au plagiat.

Ainsi, en dépit du dispositif juridique en vigueur prévoyant des procédures très

rigoureuses de lutte contre ce fléau, les formes d'atteinte à la production de ces œuvres, a confié le premier responsable de l'Onda, existent encore et sont souvent commises, selon lui, par les éditeurs et les organisateurs de spectacle. Une étude réalisée en 2003 par l'Onda «a démontré que le taux de contrefaçon des cassettes audio en Algérie était de l'ordre de 50%. Il est beaucoup plus important dans le compact disc (CD), puisqu'il en représente près de 74%».

Concernant les logiciels contrefaits, «une étude réalisée par un bureau d'étude américain, IDC, à la demande de Business Soft Ware Alliance (BSA), a classé l'Algérie au 7<sup>e</sup> rang mondial dans ce domaine», a fait savoir le responsable de l'Onda.

Par ailleurs, le directeur général des douanes a indiqué que les containers transférés vers les entrepôts publics ou privés font l'objet de contrôle au sein même de ces structures outre un autre contrôle a posteriori. Une démarche engagée par les services des douanes algériennes au milieu des années 1990.

A. B.